

CSE du 29 et 30 octobre 2026

Vos élus CSE

Marie-Martine LEMERCIER
marie-m.lemercier@francetravail.fr

François DOUBLET
françois.doublet@francetravail.fr

Fabienne BROSSAULT
fabienne.brossault@francetravail.fr

Elodie MENNERUN
elodie.mennerun@francetravail.fr

Olivier HENRY
olivier.henry@francetravail.fr

Aurélie LEGRAND
aurelie.legrand@francetravail.fr

Chantal BUSNEL
chantal.busnel@francetravail.fr

Sarah GOASDOUE
sarah.goasdoue@francetravail.fr

Représentante du personnel :
Annie COTTEBRUNE
annie.cottebrune@francetravail.fr

Votre Représentante Normandie SNAP

Marie-Martine LEMERCIER
marie-m.lemercier@francetravail.fr
06.60.47.15.84

Ordre du jour :

1. Consultation sur la mise à disposition d'un bureau de l'agence de Lisieux à la banque de France
2. Info consultation situation Economique et Financière
3. Info projet de Centralisation du NIR à France Travail Services
4. Info sur l'Accueil en agence (AENA)
5. Info consultation sur l'extension du dispositif Fond de Transition Juste aux Départements de l'Eure et de la Seine-Maritime
6. Info sur la mise en place de l'entretien de Parcours Professionnel
7. Information Ressources Humaines
8. Réponses de la direction aux réclamations

1. Consultation sur la mise à disposition d'un bureau de l'agence de Lisieux à la banque de France

Il s'agit de la 1ère sous location de bureau à un organisme extérieur en Normandie. La Direction affirme qu'il n'y a pas vocation à développer de manière intensive cette démarche.
Un conseiller Banque de France recevra son public tous les mercredis sur rendez-vous à l'agence de Lisieux.
Il est prévu un affichage permanent précisant les modalités organisationnelles.
Abstention : 15
Pour : 7 (SNAP)

> Avis SNAP
> Malgré notre avis favorable à ce partenariat, les élus SNAP auraient souhaité que la Direction donne suite à notre proposition d'affichage uniquement les jours de présence du conseiller Banque de France et afin d'éviter des sursollicitations à l'accueil. La Direction s'est engagé à mesurer le nombre de sollicitation hors RDV et à revoir sa position si nécessaire.

2. Info consultation situation Economique et Financière

Nous pouvons retenir quelques éléments de contexte avec une diminution de la masse salariale (156 millions d'euros) et une légère augmentation des frais de fonctionnement. Les budgets liés aux prestations sont en sous consommation (95%). Cela est principalement dû à la non-consommation des POEI.
Concernant la gestion du parc automobile, il n'y a pas d'augmentation du parc, il s'agit principalement de remplacement de véhicules thermiques par des véhicules électriques (imposé par l'état).

3. Info projet de Centralisation du NIR à France Travail Services

Le traitement du NIR est automatisé à prêt de 97%, 3 attentes vont être transférées vers France Travail Services (FTS) :

- la gestion des dossiers étrangers
- les ID à finaliser

- les individus à certifier

Les modalités pratiques entre FTS et les agences vont s'organiser dans les prochains jours.

4. Info sur l'Accueil en agence (AENA)

Il s'agit du remplacement de GOA par un nouvel outil de gestion de l'accueil, qui sera déployé un peu en amont de la bascule de l'agence vers les nouvelles modalités d'accompagnement (NMA).
Le principe : les chercheurs d'emploi (CE) sont invités à signaler leur arrivée via le QR code affiché dans l'agence.
Au même titre que GOA, le conseiller sera informé via l'outil AENA sur PCM.
Les personnes qui ne pourront pas scanner le QR code seront orientées vers l'accueil.

> AVIS du SNAP
> Bien que cette évolution paraisse plus ergonomique et plus adaptée à l'activité des agents, elle s'adresse principalement à 75% des CE à l'aise avec les outils numériques.

5. Info consultation sur l'extension du dispositif Fond de Transition Juste aux Départements de l'Eure et de la Seine-Maritime

Le Fond de Transition Juste va permettre à FT Normandie d'obtenir un renfort d'effectifs passant de 9 à 34 conseillers, complété par 6 CDE, grâce à un financement FSE.
Ce projet, axé sur la transition écologique et l'accompagnement intensif, cible tous les métiers et les entreprises.
Le déploiement, prévu pour le 1er janvier, s'organisera sur les agences avec des CDD de 12 mois.
La direction régionale nous précise que la DRAO animera l'équipe et suivra les indicateurs (entretiens, sorties positives).

> AVIS du SNAP
> La Direction a pris les élus en otage, en demandant en pleine séance que la consultation puisse se faire immédiatement faute de quoi, les recrutements des 21 CDD ne seraient pas garantis, ces derniers devant impérativement commencés au 1er janvier.
> Les élus SNAP ne reprocheront pas à la Direction Régionale de chercher des solutions pour renforcer nos effectifs quand l'Etat se désengage. Bien que nous soyons favorables au recrutement de conseillers supplémentaires, l'absence de réponse à de nombreuses questions avant la consultation, nous ne permettait pas de rendre un avis éclairé, c'est pourquoi nous nous sommes abstenus.

NPPV : 2
Abstention : 7 (SNAP)
Pour : 12

6. Info sur la mise en place de l'entretien de Parcours Professionnel

Les entretiens de parcours professionnels (EPP) remplacent les anciens dispositifs Entretien Professionnel (EP) et s'inscrivent dans un cycle régulier comprenant un entretien tous les 4 ans au lieu de 2 ans et un bilan complet tous les 8 ans au lieu de 6 ans précédemment.
Ce dispositif cible plusieurs profils spécifiques :

- les nouveaux embauchés après 10 à 12 mois d'ancienneté,
- les salariés en milieu de carrière de plus de 45 ans disposant d'une visite médicale à jour,
- les collaborateurs en fin de carrière entre 58 et 60 ans,
- les salariés en reprise d'activité.

Si la campagne majeure est programmée pour 2029, environ 180 entretiens doivent être réalisés avant le 31 décembre, principalement pour les nouveaux arrivants, les fins de carrière et les étapes de mi-carrière.

7. Information Ressources Humaines

- Annonce de la DG :

Une Prime du Partage de la Valeur (PPV), va être attribuée à l'ensemble des agents sur la paye de décembre 2026. Son montant sera défini d'ici la fin novembre 2026.

- Un envoi à tort d'un 2nd bulletin de salaire à été adressé par voie postal à 28 collègues de Droit public, la Direction indique de ne pas tenir compte de ce 2nd BS qui est erroné.

8. Réponses de la direction aux réclamations

❖ **Quels sont les motifs Horoquartz en déduction de la prime d'intéressement versée en mars**

Motifs Horoquartz impactants l'intéressement

LIBELLE	Impact Intéressement
Absence autorisée payée	OUI
Absence non autorisée non payée	OUI
Absence Bilan de santé	OUI
Absence Convocation Sécurité sociale	OUI
Absence autorisée non payée	OUI
Absence Mise à pied	OUI
Arrêt de travail dérogatoire	OUI
Congé pour convenance personnelle	OUI
Congé création d'entreprise	OUI
Congé parental d'éducation	OUI
Congé Proche Aidant Public	OUI
Congé sans solde	OUI
Congé mobilité	OUI
Cure médicalement justifiée	OUI
Absence RQTH	OUI
Absence soins Handicap	OUI
Fêtes religieuses	OUI
Mise en disponibilité	OUI
Mises à disposition de personnel	OUI
Rentrée scolaire	OUI
Garde enfant malade	OUI
Crédit temps événement particulier (Ex : Intempéries)	OUI

❖ **Alerte DPA collectif, inscription collective : Déploiement des outils NMA et transformation organisationnelle**

Le passage au dispositif NMA pour les agences pilotes soulève des interrogations sur l'appropriation des nouveaux outils (profils recommandés, promotion de profils, etc.) par les conseillers et les élus.

La direction précise qu'aucune présentation spécifique n'est prévue pour les élus, ces derniers pouvant s'appuyer sur des démonstrateurs et vidéos disponibles dans la médiathèque. Il est souligné que les outils ne dictent pas le changement, mais soutiennent une transformation organisationnelle déjà en cours au sein des agences. En conséquence, le planning de déploiement reste évolutif selon l'avancement de l'appropriation locale. Pour les phases 1 et 2, la consigne est de ne pas prendre de rendez-vous sur la plateforme afin de permettre une utilisation en conditions réelles dès le "Jour 1", qui débutera par une présentation statique suivie d'un accès libre pour navigation. Les premiers retours des sites pilotes sont d'ailleurs très positifs.

❖ **Est-il prévu une participation de l'établissement concernant le repas de fin d'année ?**

Concernant la prise en charge du repas de fin d'année pour les salariés, le sujet est en cours de traitement au niveau régional. Une communication officielle sera transmise prochainement.